

Klétaj ak Pwofitasyon Réflexion sur les agentivités discursives au temps du Covid en Guadeloupe postcoloniale

Stéphanie Melyon-Reinette¹⁰

Abstract in English

In this essay, we try to shed light on the social, political and cultural movement that manifests itself in times of crisis in Guadeloupe; especially in the context of this Covid-19 epidemic. Through this phenomenology of the epidemic in a colonized country, it is about highlighting the language practices and defense behaviors of a population regularly and traditionally subalternized and infantilized by the regal power, which censored people and was paternalistic. In the Covid context, it is visible that remained of the colonial reflexes is reinforced, and even more so in this critical context where the pretext of national security allows all abuses, including repressions. We will go through the discursive mores of Guadeloupeans by establishing a comparison between the 44-day strike and the health crisis, through the tropisms that are emerging.

45

Abstract in French

Dans cet essai, nous tentons de faire la lumière sur la geste sociale, politique et culturelle qui se manifeste en temps de crise à la Guadeloupe; notamment dans le cadre de cette épidémie du Covid-19. À travers cette phénoménologie de l'épidémie en pays colonisé, il s'agit de mettre en exergue les pratiques de langues et les comportements de défense d'une population régulièrement et traditionnellement subalternisée et infantilisée par le pouvoir régalien, censeur et paternaliste. Dans le contexte Covid, il est évident que les réflexes coloniaux s'en retrouvent renforcés, et plus encore dans ce contexte critique où le prétexte de la sécurité nationale permet tous les abus, y compris la répression. Nous traverserons les mœurs discursives des Guadeloupéens en établissant une comparaison entre la grève des 44 jours et la crise sanitaire, par les tropismes qui se font jour.

Keywords in English

Confinement; neocolonialism; Covid 19; tropisms; languages.

Keywords in French

Confinement; néocolonialisme; Covid19; tropismes; langages

¹⁰ Independent Researcher, s.melyonreinette@gmail.com

Introduction

Dans cet essai, nous tentons de faire la lumière sur la geste sociale, politique et culturelle qui se manifeste en temps de crise à la Guadeloupe; et plus particulièrement dans le cadre de cette épidémie du Covid-19. À travers cette phénoménologie de l'épidémie en pays colonisé, il s'agit de mettre en exergue les pratiques de langues et les stratégies de défense d'une population régulièrement et traditionnellement subalternisée et infantilisée par le pouvoir régalién, censeur et paternaliste. Dans le contexte Covid, il est évident que les réflexes coloniaux s'en retrouvent renforcés, et plus encore dans ce contexte critique où la sécurité nationale apparaît aux yeux de la population, comme un prétexte permettant tous les abus (à son encontre), y compris la répression. À mesure que sera développé cet essai, il sera notable combien l'empreinte de l'histoire coloniale contribue à scléroser la vindicte d'une population majoritairement afrodescendante contre un appareil étatique perçu comme étranger¹¹.

Pwofitasyon et *Klétaj* sont deux mots fondamentaux qui ont scellé dans la conscience collective guadeloupéenne, la subalternisation et le paternalisme systémiques du Gouvernement français à l'égard des Territoires outremer. Dans deux contextes de crise distincts, deux termes qui émergent de la langue créole, également minorisée, pour scléroser la problématique de domination qui affecte la population endogène. L'utilisation du créole relève d'une agentivité, maintenant décennale, qui souligne la nécessaire volonté de singulariser l'identité guadeloupéenne, les spécificités du territoire et, surtout, l'autodétermination d'un peuple en devenir. Frantz Succab¹², écrivain, journaliste et militant nationaliste — intellectuel déterminant dans le paysage littéraire et politique guadeloupéen — signe, en 2009, un ouvrage collectif « Qui ne connaît pas Monsieur Domota ? » avec trois autres intellectuels dans lequel il écrit :

“Ce n'est pas une volonté de renouer avec une identité culturelle originelle. C'est, au contraire, la réclamation d'un droit de disposer de soi-même : devenir ce qu'on se tue à être et qui nous est interdit. C'est l'affirmation continue d'une humanité singulière qui, contre l'animalisation systématisée par des siècles d'esclavage, dont l'assimilation n'est ici que le subtil corollaire, a défriché un terrain culturel différent, constitué de nombreuses poches de résistance, afin de marquer sur un territoire non choisi la présence de l'homme : une langue, des musiques, un imaginaire, etc...” (Frantz Succab, 2009 : 76)

Ces quelques lignes empruntées à Succab nous permettent un détour mettant au jour la singularité du schème anticolonial guadeloupéen dans le contexte plus large des rapports oppositionnels des minorités ethnolinguistiques des territoires français, ou plutôt francisés (culturellement, et linguistiquement). Lorsqu'il énonce ces phrases, Succab aborde la marque distinctive du créole, au-delà des régionalismes de l'Hexagone, comme arme anticoloniale dans un arsenal investi pour décoloniser et internationaliser les relations d'avec la nation phagocytaire. Ainsi les termes susmentionnés — *Klétaj* ak (et) *Pwofitasyon* — s'en trouvent chargés d'une valeur nationaliste, démontrant une appropriation nationalisée des faits socio-historiques à l'œuvre.

¹¹ Française : ici, ce terme, bien que renvoyant à une nationalité partagée entre les Hexagonaux (donc les habitants de la France métropolitaine) et les ultramarins, et plus spécifiquement les afrodescendants.e.s.

¹² Frantz Succab est un écrivain, dramaturge, journaliste, pamphlétaire et intellectuel guadeloupéen. Très tôt, il milite pour l'émancipation de la Guadeloupe, particulièrement au travers de ses écrits journalistiques-patriotiques. Il fut fondateur et / ou contributeur à de nombreux organes de presses nationalistes et anticolonialistes. Étudiant en Métropole (ancienne appellation de la France hexagonale, connotée coloniale. Utilisée sciemment ici pour recontextualiser), il dirige le *journal de l'AGEG* (Association Générale des Étudiants Guadeloupéens). De 1977 à 1988, il est directeur du mensuel patriotique *Jakarta*, puis il contribue le journal *Lendépendans* de l'UPLG (Union Populaire pour la Libération de la Guadeloupe). Il continuera toujours de prôner l'idée d'un journalisme affranchi de toute pression étatique, en l'occurrence de toute pression gouvernementale française. Il crée en 2002 le journal de critique et de chronique socialopolitique, le *Mot-phrasé* ou *Mofwazé* (de son titre créole).

Pwofitasyon renvoie à la situation monopolistique béké de l'économie Guadeloupéenne, et par définition, des marchés et des réseaux de distribution, phagocytant le développement des autres entreprises du territoire. La notion de *Pwofitasyon* apparaît avec l'appellation LKP¹³ ou *Lyannaj Kont Pwofitasyon*, ce collectif agrégat d'une cinquantaine de syndicats, associations culturelles et mouvements politiques alliés pour présenter un socle commun de revendications à l'État Français et au patronat pour mettre fin à l'exploitation outrancière des travailleurs guadeloupéens — fait référence à "la vie chère" et l'exploitation outrancière (surtaxes des produits de consommation, avec l'octroi de mer notamment) et à la reproduction des classes phénotypico-sociales, strates héritées de la plantation. D'ailleurs, le pouvoir évocateur du terme conduisit à son emprunt et sa gallicisation (*profitation*) par les mouvements sociaux sur le territoire français hexagonal. Il est remarquable que l'exposition médiatique de la Grève des 44 jours — de la révolution guadeloupéenne, d'aucuns diraient — a favorisé une nationalisation — voire une internationalisation — des luttes, avec pour corollaire la nationalisation d'une terminologie née sur le sol colonial (la dynamique d'emprunt ou d'assimilation se produisant dans le sens contraire, soit de l'Hexagone vers les territoires outre-mers). Moussaoui rapporte dans "Qui ne connaît pas Monsieur Domota ?" (2009):

"En témoigne le succès rencontré par le terme créole de *pwofitasyon*, vite exporté et "francisé" en *profitation*. Cette notion, expose la dramaturge et poétesse Gerty Dambury, recouvre "la pérennisation d'un système de domination d'une caste sur le plus grand nombre — à savoir, osons le mot: le peuple". Terme sans équivalent dans la langue française, mais parfaitement compris et repris parce qu'il cristallise la contestation d'un système dans sa globalité par le simple fait de le nommer. Nul doute que cette expression forgée dans un contexte colonial recèle une dimension universelle" (Moussaoui, 2009: 30).

Le terme *Klétaj*, quant à lui, résulte d'un phénomène inverse. Il apparaît durant l'épidémie du Covid-19 en Guadeloupe par le truchement d'un processus de glocalisation¹⁴ (adaptation d'un phénomène au territoire où il s'inscrit, notamment, en l'occurrence son appellation). Le confinement est un phénomène globalisé — c'est une pandémie mondiale —, qui ramené à l'échelle humaine guadeloupéenne, est alors adapté au milieu et à la culture. La langue générée par les émotions est naturellement, voire instinctivement, le créole. Le terme *Klétaj* — construit à partir du mot créole *klé* signifiant *clé* en français, tout à fait transparent, auquel on ajoute le suffixe [-aj], également transparent puisque simple transposition créole du graphème français [-age] — renvoie donc à l'idée d'un verrouillage du corps. Le Guadeloupéen se saisissant du phénomène et s'en appropriant l'expérience va donc remplacer l'inusité par un créolisation du concept de 'confinement', par un mot à la sonorité locale et politiquement viable pour traduire l'expérience des insulaires de l'archipel. Il est à noter que le terme *confinement* est aussi simplement traduit par une utilisation à la consonance créole *konfinman* dans le parler créole familier, très usité dans les échanges familiers et quotidiens. Par ailleurs, il fut intéressant que la crise sanitaire, ainsi que la quarantaine et le confinement corollaire qui en ont découlé, fassent ressurgir le souvenir des encasernés : dans le cadre d'une collaboration sur un projet scolaire, nous fut rapporté l'histoire de la dénomination du projet « Mémwa Kazèné » mené avec des classes du primaire au collège. Le

13 LKP : Lyannaj Kont Pwofitasyon ou Collectif contre l'Exploitation Outrancière). Ce collectif d'une cinquantaine de syndicats, associations culturelles (Voukoum, Kamodjaka, etc). et de mouvements politiques ont présenté un socle commun de 120 propositions pour lutter contre l'exploitation outrancière. La Guadeloupe et la Martinique étaient en grève de janvier à février 2009.

14 Néologisme anglais formé du mot-valise « Globalisation » et localisation désignant l'adaptation spécifique d'un produit ou d'un service – et in extenso d'un phénomène – au lieu où il est vendu ou déployé, et à chacune des cultures à laquelle il est adressé. Que le terme soit utilisé dans le domaine du commerce, dans les champs de la sociologie ou de la science politique, il désigne un processus d'interdépendance et de tissage structuro-fonctionnel dans l'adaptation d'un phénomène d'une échelle globale sur ou dans un ensemble culturel supposément minoritaire, tout au moins investi.

mot *Kazèné* était donc utilisé par les conscrits au service militaire qui résidaient dans la caserne, notamment au Camp Jacob à Saint-Claude. La poésie de la mémoire est également à l’œuvre durant cette crise sanitaire qui déclenche des réflexes mnémoniques et/ou des comparaisons empiriques de l’ordre de la revue chronologique des expériences passées afin de mesurer l’impact traumatique de cette phobie de la contagion. L’épidémie de SIDA même ne semble pas avoir impactée la population franco-caribéenne avec autant de profondeur. Ce serait même le contraire qu’il nous faudra démontrer en premier lieu.

Ce développement étymologique et sémantique nous permet de mettre en lumière la relation non plus seulement linguistique entre les deux termes, mais également leur lien empirique. En effet, *Klétaj* et *Pwofitasyon* sont deux termes connexes: ils constituent un nexus (soit une jonction, une connexion) où se croisent toutes les problématiques phénotypico-sociales et politiques qui résultent du contexte colonial. En somme, questionner les discours qui prévalent en relation avec l’épidémie de coronavirus en Guadeloupe, c’est se voir opposer une réponse systématique, voire systémique: l’irrévocable et inaliénable colonialité exacerbée par les effets de l’autoritarisme d’État qui s’infiltré, insidieusement, dans le quotidien des habitant.e.s des outremer. Nous traverserons les habitus discursifs et les agentivités des Guadeloupéens dans l’adversité coloniale. En établissant les contextes épidémiques et sociohistoriques de la zone de la Caraïbe francophone, seront mis en relief quelques tropismes archétypaux (de part et d’autre de la frontière phénotypico-sociale) pour élaborer une dialectique sociolinguistique de la gestion de la crise en société postcoloniale. Enfin, il sera idoine de conclure sur une synthèse de la situation covidienne en Guadeloupe, ou d’un Apartheid tropical éluif.

1. Contextes: Épidémies, Systèmes de Santé et Colonialisme

Planter le contexte nous permet de nous plonger dans un décor sociohistorique qui a auguré de l’impréparation de la France face à cette épidémie de Covid. Il y eut le changement de paradigme médical et institutionnel qui a classé l’occurrence d’une pandémie dans des dossiers poussiéreux, mais aussi l’idée héritée de la perception négative du corps noir, érigeant en théorème indiscutable la pandémie comme phénomène indexé, de manière discriminatoire, au niveau de développement économique et social. Afin de cadrer notre démonstration, il semblait impertinent de ne pas, tout d’abord, se poser la question des contextes. Qu’est-ce qu’une épidémie? Qu’est-ce que cela implique en termes géopolitiques et culturels? Ou encore comment raisonne-t-on le phénomène épidémique aujourd’hui? Quel est l’état du système sanitaire et médical en Guadeloupe? Quels sont les moyens de lutte à disposition de la Guadeloupe et en lien avec le système de santé français global? Répondre à ces questions est plus que pertinent pour matérialiser les circonstances géostratégiques du traitement de la crise en Guadeloupe dans un contexte dit néocolonial. Il s’agit de mettre en lumière une obsolescence induite des savoirs en matière de gestion épidémique en France, les iniquités créées par et dans le système médical français et, transversalement, la substantialisation d’une colonialité dans l’abord du corps noir pathologiques et historiquement pathologisés.

En ce vingt-et-unième siècle, il faut croire que l’épidémie est devenue dans les esprits occidentaux un phénomène marginal, dans les deux sens du terme. C’est donc à la fois devenu un phénomène qui ne concerne a priori plus leurs territoires civilisés et modernes, et dans un second temps, c’est un phénomène qui ne toucherait que certaines populations dites marginales, catégorisées comme extérieures ou antérieures quant à leur stade de développement socio-économique—soit les peuples, communautés ou ethnies des pays émergents, autrefois dits envoie de développement.

Hormis les épidémies du 20^{ème} siècle comme le SIDA, quelles autres maladies infectieuses ou vénériennes qui auront atteint la planète entière? Kilbourne cite dans ses travaux: l'Influenza qui aurait causé la mort de milliers de personnes en 1918, 1957 et 1968. Il s'agit de la fameuse grippe espagnole (Influenza 1918) qui aura fait plus de cinquante millions de morts dans le monde. (Kilbourne, 2006). Le deuxième virus le plus létal depuis le début du 20^{ème} siècle à nos jours, reste le Syndrome d'Immuno-Déficience Acquise. Et même avec le fléau du HIV, de la conscience collective occidentale s'est évanoui l'existence de cette épidémie qui tue encore, à mesure que les générations post-SIDA apparaissent. Générations pour lesquelles le SIDA n'est qu'une maladie chronique. Effectivement, déjà au début des années 1980, les pays occidentaux pensaient avoir déjà vaincu ce genre de phénomène, qui appartenait déjà au passé. Thiaudière d'écrire dans "Sociologie du Sida":

"[...] le sida survient, en ce début des années 1980, au moment même où la lutte contre les maladies infectieuses connaît son apogée, que les réussites de la médecine symbolisent avec la généralisation de la vaccination et de l'antibiothérapie. Les questions de santé publique se ramènent principalement à la planification de campagnes de prévention (vaccinale ou d'hygiène) couplées à l'amélioration du dépistage afin de traiter le plus précocement possible les individus atteints par des pathologies infectieuses." (Thiaudière 2002: 4)

Ainsi, déjà dès le début des années 1980, le système occidental — français — modifie sa politique sanitaire pour se concentrer sur les maladies dégénératives. Et c'est une évidence : on ne parle plus du SIDA. En 2002 déjà la problématique du SIDA semble s'émousser des préoccupations des autorités gouvernementales et universitaires :

"Dans les hiérarchies des intérêts scientifiques, les maladies dégénératives (comme le cancer) ou génétiques ont détrôné les infections microbiennes et virales. Les politiques de santé publique ont suivi ce mouvement et se sont déplacées sur d'autres risques associés, par exemple, au tabac et à l'alcool, aux drogues illégales, à la vieillesse" (Thiaudière 2002: 4)

Thiaudière évoque même un 'ancien régime' pour définir le système de santé où les maladies infectieuses constituaient la priorité étatique. Ainsi, il apparaît que "ce modèle [seraient] socialement et médicalement dépassé. Si persistent des dispensaires antivénériens [...], ceux-ci n'occupent qu'une position marginale dans le système de santé." (Thiaudière 2002: 4). Toujours selon Thiaudière (2002:4) ce système centré sur les maladies vénériennes et infectieuses daterait du début du 20^{ème} siècle. Le 21^{ème} est résolument orienté vers les maladies dégénératives, soit le "nouveau régime":

"Le "nouveau régime", en référence aux pathologies dégénératives, se déploie par des dispositifs où la médecine curative occupe une place plus importante dans les réponses mises en oeuvre. Les traitements curatifs sont plus lourds mais nécessitent les séjours hospitaliers de moins en moins longs, et la vie professionnelle et familiale peut se poursuivre [...]" (Thiaudière 2002: 5)

La médecine moderne au plus fort de son expertise et de sa technicité se focalise sur le soin, et non plus sur la prophylaxie. Par ailleurs, l'économie médicale et le système de prise en charge français priorisent les pathologies nécessitant des hospitalisations courtes. L'État-Providence se réforme petit à petit : le système évolue progressivement depuis quelques décennies vers une forme de gouvernance plus libérale allant vers un « amaigrissement de l'État-providence, libération des énergies individuelles » (Merrien, 2007 : 101)¹⁵.

¹⁵ Bien que l'équité dans l'accès aux soins et à l'assurance d'une plus grande couverture médicale reste une priorité du gouvernement, la maîtrise, voire la réduction des coûts en matière de santé devient la priorité. Par cette libéralisation, la santé devient un marché dans lequel les patients deviennent des consommateurs face à des médecins prestataires de service, et sont responsabilisés en prenant une part plus grande dans leurs dépenses liées aux soins. « Ces mesures sont,

Donc, il est à retenir ici, que le phénomène épidémique est à la fois territorialisé, ethnicisé et marginalisé tant au niveau médiatique qu’institutionnel. En d’autres termes, il en ressort que le regard porté sur ce phénomène depuis l’Occident est larvé d’une condescendance et d’un paternalisme caractéristiques du colonialisme qui enferme les corps noirs—des bois d’ébène et de leurs descendant.e.s—dans des carcans stéréotypiques de genre, de race et de classe. L’empreinte du système colonial est critique dans la compréhension du contexte guadeloupéen et de la gestion de la crise sanitaire liée au Covid-19, à la fois pour ce qui concerne les moyens alloués par l’État français et les perceptions de ce même État sur les populations des Départements d’Outremer.

Outre la vétusté du C.H.U. (Centre Hospitalier Universitaire) de Guadeloupe, il est important de mettre en lumière la singularité des perceptions des institutions régaliennes et médicales sur les populations locales, en termes de santé publique, et la fragilité des relations (postcoloniales) dont elle procède. En effet, “[v]ictime d’un incendie majeur — d’origine humaine — le 28 novembre 2017, l’établissement a vu partir en fumée 4 blocs opératoires et les services des urgences, la réanimation et la maternité. Son fonctionnement reste depuis perturbé” selon ce que rapporte la journaliste Sélène Agapé pour 20Minutes (2019), l’hôpital général universitaire de Pointe-à-Pitre est dysfonctionnel et insalubre : ce qui est inacceptable dans un établissement médical public de la République française. Cette situation insoutenable, aggravée par l’incendie, provoque l’ire des soignant.e.s et le déclenchement de débrayages des employé.e.s de l’hôpital qui a dû gérer plusieurs grèves et mouvements sociaux. Agapé de rapporter encore :

“Le personnel revendique de meilleures conditions de travail et une augmentation des rémunérations. Mais dans l’archipel, la situation est encore plus critique. Les soignants et brancardiers protestent contre la vétusté (moisissures et saletés) et l’exiguïté des locaux, et le manque de moyens humains et matériels. En conséquence du sous-effectif, la majorité des services fonctionnent en service minimum. Il suffit d’une averse pour que les soignants et les malades pataugent dans des couloirs inondés” (Agapé, 2019).

Bien que la construction d’un nouveau C.H.U. soit à l’oeuvre (et devrait être livré en 2022¹⁶), la situation sanitaire reste extrêmement fragile. L’hôpital saturait avant la crise de Covid-19. Il était débordé au plus fort de la crise, avec des chiffres largement inférieurs à ceux de l’Hexagone. La négligence de l’État français quant à la réfection de cet établissement de santé, requise depuis plusieurs décennies, est indubitablement le symptôme d’une perception débiliteuse des populations locales (afrodescendantes dans leur majorité).

Historiquement, une médecine occidentale qui, malgré des principes égalitaires refuse de considérer l’appartenance ethnique comme un critère pertinent — ignore les pathologies des corps noirs ou leur en attribue pour mieux les affaiblir socialement ou donner chair à des stéréotypes et des croyances élaborés à leur encontre. Si l’on doit pointer du doigt l’éthique française : ce parti-pris est en phase avec l’idéologie universaliste et laïque française. En effet, contrairement à une nation multiculturelle, la France intègre par assimilation et refuse d’être nucléée par d’autres cultures. L’exception française et de sa langue dont le reflet d’une approche ethnocentrée du vivre-ensemble. Ainsi, il n’y aurait a priori pas d’approche ethnicisée ou racisée du soin. Tout du moins, le profilage racial n’existe-t-il pas dans l’élaboration des dispositifs de

par exemple, la suppression des subventions à la couverture maladie, la réduction des soins remboursés et l’augmentation du co-paiement (part de l’assuré aux dépenses). » (Merrien, 2007 : 109)

¹⁶ Situé à Perrin aux Abymes (près de l’aéroport), il sera construit selon les normes parasismiques, paracycloniques sur un terrain de 19 000 hectares et une surface plancher de 78 000 m²», a indiqué la préfecture de la Guadeloupe. Il comportera 618 lits et places, 14 salles d’opération. Son coût : 580 millions d’euros

soins, mais plutôt dans l'approche des corps racisés, dont l'historicité révèle une médecine peu objective, entachée de croyances tantôt idéologiques, tantôt religieuses. Ainsi, se développa aux Etats-Unis une recherche médicale raciale appelée "racialisme socio-médical" (sociomedical racialism) jusqu'à la Première Guerre Mondiale, supplantée par un autre courant post-première guerre mondiale appelée "épidémiologie scientifique", et ce suite à l'épidémie de tuberculose qui ravagea la communauté africaine-américaine dans la première moitié du 20^{ème} siècle. Un nombre inqualifiable de personnes noires moururent de la tuberculose, démontrant la perception naturaliste de la médecine du 20^{ème} siècle aux Etats-Unis (Tapper, 1999). Il faut bien saisir ce phénomène de naturalisation du corps noir pathologique — extrapolable à toutes les communautés afrodescendantes — qu'une littérature anglosaxonne très riche met en exergue les discriminations intersectionnelles (race/classe), notamment reflétée dans un corpus de références françaises plus parcimonieux (Melbourne 1999 ; Wailoo 2001 ; Dyson 2005 ; Skloot 2011 ; Dumont 2010). Après la tuberculose, un autre exemple extrêmement significatif est celui de la drépanocytose, similaire aux Etats-Unis comme en France: une maladie de Noirs. On notera encore aujourd'hui en France — contrairement aux Etats-Unis où la situation a drastiquement évolué depuis les années 1970 — un déni de cette maladie, une non-reconnaissance de sa classification en tant que maladie orpheline (Téléthon versus Drépanothon) et une difficulté de traitement et de prise en charge d'un mal marginalisé par le corps médical.

Keith Wailoo met en lumière la cécité des États-Unis vis-à-vis de la Drépanocytose en soulignant que "[...] the invisibility of sickle cell anemia must be examined in relation to the existing landscape of perceptions. To the extent that perceptions about death and disease were rooted in time, place, and cultural context, sickle cell disease's invisibility presents a complex puzzle" (Wailoo, 56). Le contexte est donc fondamental. À l'époque, dans l'imaginaire des blancs, (maîtres sur la plantation ou de leurs successeurs dans les systèmes Jim Crow ou d'Apartheid), le corps noir est larvé de maladies qui le rendent faible, indolent, inadapté, sans considération pour les conditions de vie plus que médiocres (inhumaines) imposées à ces corps, à ces individus, qu'ils soient appelés Créoles, Nègres, nègres ou métèques, dans les rouages de racismes devenus systèmes. Wailoo insiste sur l'archétypale pensée occidentale (une pensée persistante) du corps noir :

"Se lasser de tous les problèmes de santé des Noirs au début du XXe siècle en Amérique était une image accablante et largement acceptée : celle d'un peuple naturellement malade. Le «nègre» stéréotypé dépeint dans les journaux et par les professionnels de la santé était une menace sociale dont les superstitions, l'ignorance et le comportement insouciant constituaient un affront obstiné aux notions modernes d'hygiène et de progrès de la compréhension scientifique¹⁷". (Wailoo, 56).

Les représentations des corps noirs comme vecteurs de maladies, et singulièrement des affections épidémiques,—Wailoo évoquera entre autres la tuberculose et la syphilis, auxquelles nous pouvons également adjoindre le SIDA imputé aux Haïtiens aux USA avec les 4H (Melyon-Reinette, 2009) ou dans la Caraïbe—qui imprègne les systèmes de santé d'hier et d'aujourd'hui. Wailoo d'écrire:

"[...] C'était l'image du «nègre» comme «porteur et vecteur» que les médecins (noirs et blancs) invoquaient à maintes reprises, soit pour souligner l'importance de l'éducation et de la réforme du comportement, soit pour souligner les vertus de la ségrégation pour la santé publique. Un médecin typique du Sud a fait valoir que «la sauvegarde de la santé des Noirs... [était] tout sauf

¹⁷ Translation of original quote: "Looning over all problems of black health in early-twentieth-century America was one overwhelming, widely accepted image: that of a naturally diseased people. The stereotypic "Negro" portrayed in news accounts and by health professionals was a social menace whose superstitions, ignorance, and carefree demeanor stood as a stubborn affront to modern notions of hygiene and advancing scientific understanding" (Wailoo, 56)

une tâche facile, car la lutte n'est pas contre la maladie, mais contre l'infériorité physique, mentale et morale, contre l'ignorance et la superstition, contre la pauvreté et la saleté.”¹⁸
(Wailoo, 56)

Ces mêmes accusations portées contre les corps noirs apparaissent dans la littérature française récente. L'historien Jacques Dumont retrace succinctement une histoire du vingtième siècle guadeloupéen et souligne le recrutement *pathologisé* des engagés originaires des colonies françaises (durant la Première Guerre Mondiale, les Guadeloupéens sont encore des Créoles, des Coloniaux):

“Bien que les conditions atmosphériques soient évoquées, puisqu'on relève qu'“ils n'ont pas eu 8 jours ensoleillés depuis leur arrivée”, on insiste sur les mesures spéciales qui ont été prises (chauffage, tricot de laine, nourriture épicée et pimentée), brandies en manière d'excuse et de mise à distance: “On a pourtant pris des précautions pour ces gens-là...” les premiers rapports mentionnent un ensemble de conditions qui favorisent cette vulnérabilité : “En résumé, le contingent indigène incorporé sur le territoire du 16e corps d'armée [...], de résistance physique médiocre, déprimé par des conditions extérieures d'hygiène défectueuse, exagérées encore par un long et fatigant voyage, transplantés sous un climat froid pour eux et à brusques sauts de température, s'est montré un terrain admirablement préparé à la réceptivité et au développement des germes morbides”. (Dumont, 2010 : 33-34).

Ainsi, les missions d'inspection valideront des poncifs et stéréotypes racistes en apportant des conclusions soulignant une fragilité essentialisée, donc présentée comme “naturelle” et résultant en une anthropopathologisation des soldats d'origine antillaise : “*Le froid et la maladie ont chez eux une action des plus déprimantes qui exagère à l'excès leur indolence naturelle. Alités, il faut les surveiller comme des enfants*”. (Dumont, 2010:35). L'argumentaire est fait : le colonialisme et la pensée raciste qui en découle ont façonné la société occidentale jusque dans ces fondements les plus sacrés (l'église et l'hôpital devraient rester des lieux de traitement paritaire et égalitaire).

2. Tropiques, Tropismes, la Rhétorique du maître et de l'esclave

Tropismes post/coloniaux. Le discours sur l'esclavagisation des Africains dans les îles de la Caraïbe francophone est encore perçu comme le sempiternel refrain d'une population ingrate éternellement insatisfaite. Cette partie de l'histoire française a été abolie, par conséquent, simplement classée aux oubliettes. Bien que l'activisme des “ultramarins” (Franco-caribéens, Guyanais, mais aussi les ressortissants des territoires outremer de l'Océan Indien — Réunion — et du Pacifique) ait favorisé l'inscription de cette partie de l'histoire dans les manuels scolaires, ce procès en reconnaissance attenté à la République française fait date. L'historienne Françoise Vergès, à l'époque directrice scientifique de la Maison des civilisations et de l'unité réunionnaise, et Nicole Port, directrice générale de l'Institut National de recherches archéologiques préventives, écrivent dans une tribune dans *Le Monde* :

“L'histoire de l'esclavage a connu ces dernières années un développement important, sous l'impulsion d'historiens, d'associations et du Comité pour la mémoire de l'esclavage, réduisant ainsi le retard important pris par la France dans ce domaine. Traite des Noirs et esclavage colonial restent cependant minorés dans le récit national et dans la recherche. Pour une grande majorité de Français, cette histoire concernerait seulement les ultramarins. Cette minoration

¹⁸ Translation of original quote : “[...] it was the image of “the Negro” as “carrier and vector” that physicians (both black and white) invoked time after time, either to stress the importance of education and behavioral reform or to highlight the virtues of segregation for public health. One typical southern physician argued that “the safeguarding of the health of the Negro ... [was] anything but an easy task, for the fight is not against disease, but against physical, mental, and moral inferiority, against ignorance and superstition , against poverty and filth” (Wailoo, 56)

contribue parfois à substituer une attitude de commémoration victimaire à une démarche de connaissance du passé pour certains Guadeloupéens, Martiniquais, Guyanais ou Réunionnais, qu'ils vivent dans les DOM ou en métropole. Elle autorise la nation à ignorer l'ampleur de ce trafic infâme qui dura près de quatre siècles." (Vergès et Pot, 2009).

Tout comme évoquer l'histoire de l'esclavage hérissait le poil de nombre de citoyens et politiques français, les contestations et protestations des travailleurs guadeloupéens et martiniquais sont toujours entendues avec difficultés par le gouvernement. Non seulement la distance géographique de l'extra-territorialisation des organes de gestion des DFA est une extranéité socioculturelle indéniable, mais plus encore, ce sont les oppositions identitaires, politiques et mémorielles qui sclérosent les relations entre l'Etat et les populations franco-caribéennes. Depuis la période de la Guerre Froide et de le processus de la Décolonisation (inachevé à ce jour), les luttes indépendantistes se sont incarnées dans des organes communautaires et politiques divers : des associations étudiantes parisiennes aux syndicats ouvriers et prolétaires actuels, en passant par les groupuscules nationalistes et autres fronts de libération nationale tels que le GONG, le GLA, l'ARC, etc. ou encore les Mas. L'esprit du Nèg mawon (comme se surnomment de nombreux indépendantistes) est effectivement perpétué et transmis sous de nombreuses formes. En conséquence, l'idée même de sécession avec la France est-elle entendue comme une aberration. À propos de la grève des 44 Jours en Guadeloupe, Frantz Succab écrit :

"On peut comprendre que, du point de vue des sommités parisiennes, cela puisse paraître faire beaucoup de bruit pour pas grand-chose. Formées qu'elles sont, génération après génération, dans l'idée d'une France plus grande que l'Hexagone. L'idée d'Empire étant consubstantielle de leur idée de nation française, il leur est intellectuellement inconcevable qu'une quelconque possession ultramarine ose vouloir s'en émanciper." (2009 :74)

Le discours indépendantiste est anticolonialiste par essence. Comme une litanie interminable, il redonde dans les slogans de chaque conflit social, dans les allocutions de chaque lutte ouvrière, prolétaire, ou simplement chaque grève, et ce quel que soit le corps de métier manifestant. La fameuse dialectique du maître et de l'esclave s'est muée au fil du temps, de la chute des habitations au vingt-et-unième siècle, en une dialectique Patronat-État/syndicat. L'interdépendance entre le colonisé et le colon se construit dans une conversation asymétrique qui oppose la victime d'un système économique "génocidaire par surexploitation" à son bourreau, propriétaire de la majorité de ses moyens de subsistance.

"[...] une structure monopolistique dans le secteur privé, notamment dans l'agriculture, largement subventionnée par la Politique agricole commune, et la grande distribution, aux mains de quelques familles békés, sans oublier les entreprises de transport et, bien sûr, les stations-service, que se partagent quelques clans, et vous comprendrez que l'économie — par voie de corrélation, la politique — de la Guadeloupe, est pilotée par un petit nombre de personnes influentes." (Lasserre, 2014)

Aussi, les rapports entre leurs descendants se construisent-ils sur les lignes d'une défiance ontologique. Ainsi, les syndicats (UGTG, etc.) sont des émanations des groupes indépendantistes et sont devenus le contre-pouvoir face aux iniquités des monopoles économiques et des décisions patronales et étatiques. Rosa Moussaoui citant Patricia Braflan-Trobo :

"Les syndicats représentent la seule force d'opposition dans ces territoires il n'existe pas actuellement, en Guadeloupe, d'opposition politique authentique. Entre l'UMP et le Parti socialiste se jouent des oppositions absolument molles et endormies. Dans ce contexte, le collectif Lyannaj kont Pwofitsayon s'est institué comme un contre-pouvoir à ces partis politiques dominants. Les syndicats représentent le dernier rempart face aux dégradations que subissent les Guadeloupéens dans le travail et dans la vie quotidienne. En fait, ils sont les derniers défenseurs de la population guadeloupéenne, même face aux élus locaux" (2009 :35)

Autre fait important de ces joutes syndicales, une alternance codique avec une utilisation de la langue créole comme arme d’affirmation anticoloniale. Le créole est une langue – autrefois considéré comme un dialecte, puis une langue minoritaire – formée dans un processus de créolisation dans le monde plantationnaire. Métalangue, initialement, elle se forme par la rencontre de divers idiomes africains et européens (français, anglais, espagnol) afin de permettre les échanges dans cette cosmogonie fondée dans la violence. Le créole devient la langue véhiculaire de la plantation, puis la langue vernaculaire (par opposition au français, langue statutaire) de l’archipel guadeloupéen (comme ce fut le cas dans toutes les sociétés créoles post-plantationnaires). Ainsi, les militants nationalistes prennent la voix de l’esclavagisés pour s’opposer à leur sujétion contemporaine. Une autre citation du journaliste militant Frantz Succab, susmentionné, pour soutenir ce propos :

“Lorsqu’Elie Domota s’est adressé par les médias à la France toute entière et au monde, dans cette langue inconnue, en version originale sous-titré en, ce n’était pas le folklore. Ça ne voulait pas dire non plus qu’il ne parle pas français. C’était le choix politique : il parlait bel et bien la langue des Guadeloupéens, étrangère pour le plus grand nombre des Français.”
(Frantz Succab, 2009 :75)

Le français étant considéré comme l’instrument majeur de la campagne d’assimilation — par le biais du système scolaire français notamment — il était important pour les militants de s’exprimer dans leur langue “nationale” : le créole. Bien que née sur la plantation, elle est tout de même un hybride de langues africaines, et de ce fait, constitue une racine inaliénable, une déclaration d’indépendance symbolique et désaliénante. Succab de poursuivre:

“Chez nous, la langue de la contestation anticoloniale n’est pas le français, quoique... osciller d’une langue à l’autre est une très vieille habitude. On ne va quand même pas se priver de faire feu de tout bois. S’il faut mettre le feu. Il n’est pas banal d’affirmer en créole, à l’égard de la France, son identité d’étranger. C’est un point extrêmement sensible pour une grande nation qui s’est construite autour d’une langue qu’elle voulut unique, au détriment de toutes ses langues régionales, dans le but d’affermir le socle de sa république une et indivisible.”
(Frantz Succab, 2009 :75-76)

“La Gwadeloup sé tan nou, la Gwadeloup sé pa ta yo” scandent les militants de ce collectif syndical : le LKP. Le créole gouaille dans toutes les voix et assortit les manifestations de contestation à la confrontation physique, dans les espaces publics. En effet, l’État envoie des cohortes de CRS — les manblo, selon le terme consacré — réprimer les manifestations. La répression étatique est un tropisme constitutionnel sous les Tropiques. Le tropisme le plus décrié et reconnu de tous est, sans aucun doute, l’assistanat. Il est reproché au peuple guadeloupéen son tropisme de la “main tendue”, un procès en mendicité au regard de la très forte dépendance économique vis-à-vis de l’Hexagone. Elie Domota, lui-même, déplore dans une diatribe contre l’État français, qu’ « [i]l y a[it] un certain nombre de guadeloupéens qui n’ont toujours pas compris : dès que l’Etat français sonne la petite cloche et dit "à table" !", ils courent s’asseoir ». (Domota, 2009). Bien que la politique identitaire afrocentriste recommanderait de ne plus employer le terme “métropole” pour désigner la France (faisant de la Guadeloupe, par réflexion, une colonie), la polarisation des responsabilités entre les mains de l’État français perdure, faisant tout de même le centre névralgique. Mais s’il est un tropisme qu’il est nécessaire de mettre en exergue ici: ce sont les stratégies déployées par les deux parties ainsi que la teneur des discours politiques de chacune des parties dans ces luttes phénotypico-sociales protéiformes. L’outil majeur des syndicats est la grève ou la manifestation citoyenne de masse, opposée à la répression de l’État Français au travers de ses corps armés. Quant aux discours, il y aurait ce que nous pourrions appeler une “théologie du prolétariat” qui s’oppose

à une politique recolonialiste, à la fois infantilisante, exotisante and subalternisante, plus particulièrement en ces temps de Covid.

3. Covid, Exotisme et relents re-colonialistes

Il n'est pas aisé de faire un bilan d'une situation toujours en cours. Le recul nécessaire à une analyse distanciée et neutre est impossible puisque, alors que ces lignes sont écrites de nouvelles mesures sont prises, en ce début d'année 2021 pour contenir le virus dont trois mutations se sont faites jour : les variants britanniques, sud-africains et japonais. Toutefois, cette dernière partie fera la tentative de brosser à grands traits le paysage du Covid-19 en Guadeloupe. A première vue, et sans analyse scientifique approfondie, dans le courant de la vie sous ces latitudes, la colère infuse à mesure que l'on écoute les informations et que l'on subit des mesures restrictives de nos libertés (ce « nous » inclusif est irrépensible ici), en grande partie illégitimement inscrites dans un suivisme des dispositifs hexagonaux. Cette emprise sur les corps est d'autant plus mal vécue qu'elle s'opère dans une société postcoloniale dont les stigmates plantationnaires sont encore extrêmement vivaces. Observer ces stigmates de manière empirique, tout au long de sa propre existence, débouche sur ces affirmations perçues comme des affirmations quelque peu grandiloquentes. Pour objectiver cela, il suffit de se reporter à la partie précédente établissant les relents racistes du monde médicales, les insuffisances d'un système à plusieurs vitesses qui ultra-périphérise les territoires outremer, ou simplement rapporter quelques faits sociaux et politiques, qui de manière systématique rappellent la stratification systémique des rapports phénotypico-sociaux. En 1989, Aimé Césaire écrivait dans son "Discours sur le colonialisme" : « On me parle de tyrans locaux mis à la raison ; mais je constate qu'en général ils font très bon ménage avec les anciens et vice versa, il s'est établi, au détriment des peuples, un circuit de bons services et de complicité » (Césaire, 1989 :20). En 2009, on rapportait: « [d]es discours anticolonialistes, empreintes de références raciales, ont cours encore aujourd'hui, alors que le XXI^e siècle est déjà bien entamé. Ils dénoncent une République française qui favorise et privilégie le sectarisme, les inégalités sociales, perpétue un féodalisme hérité de la période esclavagiste. Ils mettent en lumière les dysfonctionnements et les accords passés entre un État — qui se dit partisan de la liberté, de l'égalité et de la fraternité – et des chefs d'entreprise, descendants des derniers colons des îles à sucre des Petites Antilles. Ils trahissent un ras-le-bol face à des abus qui subsistent depuis des siècles, abus d'une classe coloniale dominante sur un colonisé dominé ». (Melyon-Reinette et Durpaire, 2009 :7). Aujourd'hui, en 2021, de nouvelles formations patriotiques, l'ANG (Alyans Nasyonol Gwadeloup) tentent de prendre le pouvoir aux prochaines élections régionales, contre un gouvernement français qui ne peut plus décider pour « nous ».

Par ailleurs, il nous faut rappeler, et cela de manière systématique, que le temps de ces régions est aussi un locus colonisé. Aussi, mesurer l'impact de l'esclavagisation ne peut se faire au diapason de la chronologie occidentale des pays anciennement colonisateurs, mais à celle des esclavagisés.e.s. En fait, les quelques générations qui nous séparent de l'abolition n'offrent pas le potentiel d'une guérison aux esclavagisés et à leurs descendants. Persistent ce que nous appellerions des « symptômes de l'opprimé » : une ire irraisonnée, mais aussi « la peur, le complexe d'infériorité, le tremblement, l'agenouillement, le désespoir, le larbinisme » (Discours sur le colonialisme, Aimé Césaire). La schizophrénie identitaire et la paralysie dans la responsabilisation. S'il est difficile aux descendant.e.s des colonisé.e.s de sortir de la paralysie chronique, il est encore plus difficile aux descendants ou héritiers des colons d'accepter ce fait. Les révoltes indépendantistes ont depuis la plantation été réprimées dans le sang, et là également, une maladie chronique qui n'a pas trouvé de thérapie : les luttes de pouvoir racialisées, dominés contre dominants, sous couvert de luttes sociales. C'est un peu ce que Lasserre exprime dans son article sur le LKP comme des « [...] événements qui relèvent à la fois du *déjà vu* et du *reja vu* sont, ni

plus ni moins, des tics de l’humanité, des réactions nerveuses sociales, reproduites à l’identique »
(Lasserre, 2014).

3.1. Peur et fascisme corporatiste

Le contexte de la crise sanitaire liée au Covid cristallise des comportements typiques de ce cercle vicieux. En premier lieu, parlons de la répression. A l’échelle du globe, les mêmes enjeux se jouent : deux entités sont entrées en guerre dans le contexte de la crise sanitaire : les forces de l’ordre et les populations contestataires. Au début de l’année 2020, tandis que le Covid prend son essor d’un continent à l’autre avec une croissance exponentielle en Europe et aux Etats-Unis, les violences policières explosent partout dans le monde. Amnesty International dénombre des violations des droits de l’homme en recrudescence, et ceux-là perpétrés par les services de police supposés faire respecter les lois, donc le droit. Amnesty sous-titre :

“Afrique du Sud, Iran, Angola, Salvador... dans 60 pays, nous avons documenté des abus de pouvoir des forces de l’ordre pour faire appliquer les mesures sanitaires liées au COVID-19. Dans certains États, pour non-respect du confinement, des personnes se sont retrouvées derrière les barreaux, d’autres ont été tuées.” (Amnesty International France, 17 décembre 2020).

Le type de régime gouvernemental pourrait être avancé pour expliquer les abus (théocratie, dictature, etc.), si ces derniers n’étaient comptabilisés dans les pays démocratiques : passages à tabac et homicides (Afrique du Sud, Tchétchénie, Salvador, etc.), emprisonnements abusifs (République dominicaine selon Amnesty), violations de la liberté d’expression, restriction du droit à manifester (Pologne, Iran), etc. L’apex de ce phénomène planétaire point avec la mort George Floyd, le 25 mai 2020 à Minneapolis, visible par les médias. C’est l’image de l’officier agenouillé sur son cou pour l’immobiliser qui est insupportable. Tout acte est à portée d’un smartphone et retransmis sur tous les terminaux connectés via les réseaux sociaux. En somme, cet apex est déclenché par la vélocité des retransmissions de la vidéo mise en ligne. L’effet médiatique braque l’attention des sympathisant.e.s, militant.e.s, afrodescendant.es, de tous bords et de tous les horizons. Sans l’hyperconnectivité, ce serait un corps noir de plus tombés aux oubliettes. D’ailleurs, il est loisible de dire que ce nouvel attentat à la vie d’un homme africain-américain apporte la justification de la litanie de corps noirs asphyxiés ou abattus par les forces de l’ordre, scandant leur « Blue Lives Matter » en réponse au légitime Black Lives Matter. De mémoires collectives, les corps noirs sont lynchés, pendus, jetés aux rebus depuis des siècles maintenant. Cet acte suffoquant vient alimenter les colères qui se brûlent partout dans le monde. Des violences policières de ce type sont reportées un peu partout, où les corps noirs, subversifs, sont confrontés à un corps blanc (voire bleu) dominant. La situation sanitaire et la raison d’état de sécurité nationale donne une caution à ces violences justifiables, par la peur provoquée par le Covid, outre la désormais ‘traditionnelle’ dangerosité des hommes — et femmes— (supposément) venant des ghettos.

Mais la France n’est pas en reste : le 8 mars 2020, une manifestation féministe est réprimée, des centaines de réfugiés déportés depuis Calais (Amnesty, op. cit.) et des bavures policières. Des policiers sont armés à toutes les strates des forces de l’ordre. Être investi du pouvoir de punir serait l’opium d’une soldatesque en mal de reconnaissance ? À Paris, un producteur de musique noir est molesté, attaqué et arrêté à tort par deux policiers qui appellent des renforts. Le Parisien rapporte :

“La caméra de vidéosurveillance du studio de musique a tout enregistré. Samedi soir, Michel Z. se trouve sans masque à proximité de son local professionnel du XVIIe arrondissement. À la vue des policiers, il décide de rentrer pour éviter l’amende mais se retrouve agrippé par un policier qui le pousse à l’intérieur. L’agent en civil est très vite rejoint par deux collègues en tenue et la situation s’envenime.” (Le Parisien, novembre 2020)

Puis, c'est l'escalade : pluie de coups, lacrymogènes, etc. Pour non-port du masque sur la voir publique. Le producteur a eu a chance de pouvoir prouver les mensonges des policiers grâce aux caméras de sécurité. Claude Jean-Pierre dit « Klodo » n'aura pas cette chance. Priscilla Romain rapporte les faits suivants pour Guadeloupe Première :

“Claude Jean-Pierre aurait été contrôlé par la gendarmerie le 21 novembre à 14h dans le centre ville de Deshaies. Quelques instants après, les secours sont appelés par les gendarmes pour un malaise et l'homme est pris en charge par le SMUR. À son arrivée au CHU de Pointe-à-Pitre, les secours lui constatent une double fracture des cervicales et l'une d'entre elle lui compresse la moelle épinière. Il présente aussi plusieurs hématomes au visage. Sa famille se dépêche alors sur place pour le soutenir.” (Romain, 2020).

C'est un silence abyssal qui enveloppe l'affaire du côté des autorités. Les conditions du contrôle de police restent à ce jour opaques. Entre l'interpellation et l'incarcération, Klodo serait resté en présence des forces de l'ordre de manière ininterrompue. La bavure policière est probable. Le silence de l'Etat français est assourdissant. Il n'y a ni langue de bois, ni langue tout court. Mais l'idiome de l'indifférence et de la subalternisation.

3.2. Subalternisation, Tourisme et l'Exotisme coûte que coûte

Au début du mois de mars 2020, en Guadeloupe aucun cas de Covid-19 n'a été décelé. L'insularité est par essence consubstantielle de l'isolement et d'une accessibilité contrainte. N'ayant de frontières physiques avec aucun autre territoire, elle n'est atteignable que par les voies des transports motorisés ; et cela même lorsqu'il s'agit d'un archipel comme la Guadeloupe. Des navettes relient la Guadeloupe continentale à ses dépendances, les îlots de Marie-Galante, les Saintes (archipel également) et la Désirade. D'ailleurs, la Désirade a longtemps été la léproserie pour la quarantaine des malades de la Guadeloupe et de Martinique, avant d'être transférée sur le continent à l'hôpital de Beauperthuy à Pointe-Noire. L'insularité permet donc un confinement naturel. Les outremer auraient pu être épargnés par la simple instauration d'une fermeture de l'accès aux touristes. L'État français ne l'entendit pas de cette oreille.

La population guadeloupéenne — s'identifiant comme « population locale » dans les discours émis durant cette conjoncture par opposition aux touristes — manifeste sa désapprobation (suivie par les élus) de voir arriver des touristes sur le territoire. Et ce sont des croisiéristes qui voient cristallisé sur eux un discours anti-Covid. Sacha Martinez raconte le cauchemar du périple de cette croisière qui ne fera jamais escale repoussée par tous les chefs d'État de la Caraïbe soucieux de préserver leurs citoyens. Entre le 6 mars (départ de Pointe-Pitre) et le 14 mars, ils sont systématiquement refoulés :

“Nous sommes le 6 mars 2020. L'épidémie de coronavirus commence à déferler sur l'Europe. L'Italie vient de fermer ses écoles. Et la France compte déjà 9 victimes du Covid-19. Seulement, les voyages restent encore autorisés. Alors au port de Pointe-à-Pitre, en Guadeloupe, quelque 2 300 passagers embarquent. Direction : les îles des Caraïbes pour une semaine. [...] « Cette semaine-là, on a été refoulés de toutes les îles » se rappelle Jérôme [...]”

Après des refolements successifs aux ports de Trinidad-and Tobago, Barbade, Grenade, Saint-Martin et Martinique, les passagers « locaux » sont débarqués et mis en quarantaine chez eux en Martinique, puis à la Guadeloupe qui acceptera d'opérer le rapatriement des voyageurs via son territoire (acheminement, affrètements de plus de 15 vols charters, etc.) : « Le 13 mars, les résidents martiniquais ont l'autorisation de quitter le navire. Mais immédiatement, les autorités les placent en quarantaine. De son côté, le Costa Magica prend la route de la Guadeloupe. Les passagers s'attendent alors à vivre une quarantaine semblable à celle du Diamond Princess, au Japon. Il n'en

est rien. Le 14 mars, le bateau entre au port de Point-à-Pitre, en Guadeloupe. Le soir même, une partie des passagers est transportée, en bus, sur le tarmac de l’aéroport. » (Sanchez, Mars 2020). Le préfet de Guadeloupe, Philippe Gustin s’exprimera au sujet des mesures prises pour gérer la crise qui accosta au port de Guadeloupe, au micro des animateurs de RCI Guadeloupe:

“Je crois qu’il faut d’abord responsabiliser nos concitoyens. Nous avons aujourd’hui 5 cas en Guadeloupe. C’est-à-dire 4 de plus qu’hier. Nous en avons 2 à Saint-Martin. Nous en avons 2 de plus à Saint-Barth. Ça en fait 3 à Saint-Barth. Ce sont des gens d’horizons divers. Certains viennent de Métropole, d’autres ont eu d’autres parcours. On est en train d’analyser les parcours de ces gens pour avoir tous les cas contacts afin de pouvoir les informer”

– On sait que l’un des cas au moins est lié à une croisière. Alors il y a eu un arrêté au journal Officiel pour interdire le mouillage et l’accostage de tous les navires en Outremer. Ça va mettre un terme à la saison de manière anticipée... n’y a-t-il pas eu une mauvaise gestion de ce cas-là ?” (un journaliste)

“Non il n’y a pas eu de mauvaise gestion. Je viens de prendre un arrêté spécifique pour la Guadeloupe. [...] nous avons, depuis en début de la semaine, anticipé cette fin. Il faut que ce soit fait correctement. Et je remercie tous les services qui se dévouent là... On fait quasiment du H24 avec le SAMU, avec la Croix Rouge, avec le Port, pour accueillir... Vous savez que nous avons trois bateaux qui doivent arriver là en fin de croisière. Le Costa Magica qui est arrivé hier soir. J’étais moi-même sur place pour accueillir tous nos compatriotes guadeloupéens, tous ceux qui résident ici. Nous avons le Costa Favolosa qui arrive demain, une fois que toutes les personnes qui étaient sur le Magica auront quitté ce bateau. Soit elle seront rentrées chez elles. Je rappelle que le Costa Magica et Costa Favolosa, cela faisait 3500 personnes. 2500 sont acheminés vers la métropole et vers d’autres pays européens. Et 1000 qui sont ou qui resteront sur place. Nous avons naturellement déjà résolu la situation des Guadeloupéens qui sont arrivés hier soir. Un avion qui est parti hier soir en direction de Rome avec plus de 260 italiens. Nous en avons un qui décolle à l’instant direction Paris. Et au fil du temps, nous allons résoudre le problème. Parce qu’il faut garder le calme, il faut penser au coup d’après. Il y aura un après-coronavirus. Il faudra redémarrer le tourisme ici qui va être naturellement impacté par le coronavirus. Il faut surtout, surtout (j’insiste bien), à ces personnes qui sont sur ces bateaux de croisière un bon souvenir et l’envie de revenir. Et je puis vous assurer que les sourires que j’ai vu hier soir de nos compatriotes guadeloupéens qui rentraient, et qui pourtant ont vécu une semaine infernale [...] Et j’ai vu beaucoup de passagers qui étaient heureux de la manière dont la Guadeloupe les traite aujourd’hui...” (RCI Guadeloupe, Mars 2020. Édition spéciale coronavirus avec Philippe Gustin. Retranscription par l’auteur).

La retranscription verbatim de ces échanges radiophoniques est sans équivoque. Il était fondamental de donner lieu à la parole officielle dans une version non-interprétative. Laisser aux propos de la gouvernance locale, la représentation étatique française sur le territoire guadeloupéen, exprimer ses priorités. Ces mots retentissent dans l’espace public de manière cinglante et scelle, une énième fois, l’ultériorité de la santé de la population locale dans les affaires publiques. Bien qu’il apparaisse que la volonté du Préfet était de remplir sa fonction régaliennne et de servir au mieux l’économie de la Guadeloupe : c’est l’insistance sur les priorités économiques du tourisme et le contentement des croisiéristes étrangers qui va scléroser dans les esprits, voire raviver, la hiérarchisation phénotypico-sociale. Il semblerait qu’au-delà des rapatriements sa politique tient plus à la sauvegarde des intérêts de la France en outremer que de la sécurité réelle des habitants « locaux ». D’autant que les conditions sanitaires laissaient déjà grandement à désirer, comme nous le précisons en première partie, avec la vétusté du centre hospitalier, mais aussi par d’indisponibilité de masques de protection en nombre suffisant sur l’île. Un distinguo clair est effectué entre le territoire national et les outremer. Bien que les décisions gouvernementales aient oscillé entre continuité territorial (ou suivisme) et décisions spécifiques, la Guadeloupe demeurerait un appendice infranational dont seul les atouts géographiques et politiques importent.

Ce sera désormais le schéma récurrent de la gestion sanitaire et économique de la Crise. La population respecte les restrictions sanitaires dans sa grande majorité. Mais chaque pic sur la courbe des contaminations se produira à la suite de la réouverture des frontières aériennes et maritimes. Entre confinement (quelques mois), déconfinement et depuis couvre-feu ou re-confinements, les mesures étatiques rouvrent systématiquement les frontières avec les outre-mers. Bien que le nombre de décès varient peu (168 mors à ce jour), l'atmosphère est à l'anticolonialisme et l'anti-exotisme.

Les interlocuteurs qui défendront les droits des Guadeloupéen.ne.s — c'est une évidence — seront les syndicats. Les lettres ouvertes et autres missives seront les instruments de médiation et de fédération des syndicats pour générer un mouvement de masse de contestation contre la gestion du coronavirus en Guadeloupe (et en Martinique). Ces dernières circulant principalement via les réseaux sociaux tels que WhatsApp ou facebook, ici quelques morceaux choisis :

“Après nous avoir assignés à résidence et confinés en octobre-novembre, vous venez « en même temps » d'ouvrir toutes grandes les portes de notre pays à un intarissable flot de touristes et de prendre des mesures de couvre-feu et d'annulation de notre carnaval. Tout ceci dans le noble souci affiché de notre bien être sanitaire. [...] Mais nous sommes de ceux qui, [...] ont de bonnes raisons dont une raison majeure propre à nous, Martiniquais, de ne pas faire confiance à l'État français.” (Cazelles, 2020. Lettre ouverte au préfet de la Martinique)

Le discours est le même en Guadeloupe avec la même défiance vis-à-vis d'un État perçu comme génocidaire depuis les fondements de leurs histoire commune, de l'esclavagisation au chlordécone. Il poursuit :

“Nous faisons partie de ceux qui combattent pour un procès et un châtement des coupables du crime de l'empoisonnement de 92% de notre peuple au chlordécone par les grands propriétaires terriens békés soutenus par l'État. Vous en êtes ici le représentant zélé, prompt à pourchasser les valeureux militants anti-chlordécone et à protéger les empoisonneurs. Vous avez fait annuler un arrêté municipal qui interdisait, en concertation avec les administrés, l'utilisation des pesticides sur une partie de la commune du Prêcheur: singulière façon de vous soucier de notre bien être sanitaire !” (Cazelles, 2020. Lettre ouverte au préfet de la Martinique)

Les discours des syndicats ont irrévocablement la même teneur : un champs lexical de l'anticolonialisme. En analysant, la sémantique des discours ou courriers émanant des syndicats, y sont décelés des tournures abrasives à l'encontre des autorités régaliennes françaises comme des appellations au caractère nationaliste. Lorsqu'Élie Domota milite en 2009 : il est appelé le Che Guevara de l'île, comme le Président de la Guadeloupe. Toutefois, le discours du préfet de Guadeloupe, comme de nombreux autres prononcés tout au long de la crise, laisse penser que la parole de l'Etat ne s'adresse pas à ses citoyens de seconde zone — les Français entièrement à part — mais aux hexagonaux. Wailoo mit en exergue l'accent sur la capacité des états coloniaux — loin d'être dans une postériorité de cette histoire — a créé une rhétorique qui enferme les corps noirs dans le rôle des vecteurs de maladies infectieuses. Il écrit à propos de la ville de Memphis :

“Dans leur discours civiques, les Memphiens ont souligné les dangers posés par les Noirs dans leur ville, bien plus que les dangers posés aux citoyens noirs. Des citoyens progressistes ont défendu des campagnes de lait pur, mis en garde contre la typhoïde et le paludisme et approuvé l'éradication des maladies vénériennes dans la population noire” (Wailoo, 61).

Le discours étatique français n'est pas accusateur et ne pointe pas directement du doigt la population locale; mais n'évoque pas les Guadeloupéens avec bienveillance. Il y a surtout les enjeux économiques et géopolitiques de l' France qui important. La priorité au tourisme en est la preuve. En décembre 2020, les Français peuvent venir en grand nombre dans l'île pour profiter des

plages et du soleil. Le plaisir des Hexagonaux surpasseraient le bien-être d’une population qui applique les geste barrière aussi méticuleusement que possible.

Conclusion

Il n’est pas inconcevable de penser que l’État français a tiré des leçons de l’expérience du LKP. Il semblerait que la nouvelle stratégie de l’État se résumerait en quelques mots : ne pas engager de négociations. Toutefois, l’année 2020 est aussi une année d’un nouveau marronnage. À l’instar d’Imbert Marboeuf, de nombreux hommes noirs d’envergure se sont éteints. Marboeuf était un indépendantiste convaincu, ancien prisonnier politique et militant de la première heure. Il se sera évadé des prisons guadeloupéennes avec Luc Reinette et deux autres acolytes à la fin des années 1970. Alors que les indépendantistes sont au crépuscule de leur vie, quittant nos rivages et nos cieux, les violences policières qu’ils auront affrontées se démultiplient, et le sens de leur lutte s’en retrouve aiguisé. La situation épidémiologique liée au virus Covid-19 exacerbe une conjoncture fondée dans la violence et qui perdure dans la violence. Aussi symbolique semblerait-elle. Le peuple guadeloupéen subit encore un colonialisme qui ne dit plus son nom qu’implicitement, en niant simplement les demandes du peuple. L’épidémie est un phénomène qui a souffert d’une inflation médiatique alors que le péyi Gwadeloup est historiquement la proie de nombreuses épidémies :

Figure 1: Veillée d’Imbert Marboeuf. 7 octobre 2020. Pointe-à-Pitre. Source: Photo prise par l’auteur.



“Depuis les débuts de la colonisation, les maladies ont affecté la vie des habitants de la Guadeloupe. Les dernières à avoir frappé les Guadeloupéens ont été la lèpre (les lépreux ont été évacués de La Désirade en 1958), la tuberculose (le Sanatorium de Pigeon (Bouillante date de 1969), le pian et la bilharziose (dont il existe encore de petits foyers). Jusque dans les années 1950, le risque de décès dû à la variole, à la fièvre jaune, au choléra était élevé”. (LaFleur, Uwi)

Notons qu'elles éclatent systématiquement à partir des bateaux des colons, qui à l'époque semblaient plus soucieux de leur préserver leur écologie locale. Le langage de l'épidémie en Guadeloupe est celui d'une conversation de sourds entre deux communautés qui n'ont pas encore construit la métalangue pour déconstruire le monde colonial ensemble.

References

- Agapé, S. (Août 2, 2019). "Guadeloupe : un an après l'incendie de ses locaux, le CHU sature". <https://www.20minutes.fr/sante/2576211-20190802-guadeloupe-an-demi-apres-incendie-locaux-chu-sature>
- Amnesty International France. (Décembre 17, 2020). "COVID-19: violences policières et atteintes aux droits pendant la pandémie". *Amnesty International France*. <https://www.amnesty.fr/liberte-d-expression/actualites/covid-19-violences-policieres-atteintes-aux-droits-pendant-la-pandemie>
- BBC News. (Novembre 27, 2020). "Des policiers suspendus pour avoir battu un producteur noir à Paris". *BBC News*. <https://www.bbc.com/afrique/monde-55102576>
- Carpentier, F. & Dorzile, D. (Avril 5, 2020) "La gestion coloniale de cette pandémie saute aux yeux ! Entretien avec Elie Domota." *Revolution Permanente*. <https://www.revolutionpermanente.fr/La-gestion-coloniale-de-cette-pandemie-saute-aux-yeux-Entretien-avec-Elie-Domota>
- Chetty, D. (2020). "Reflections during the pandemic." *ISA RC10*. <https://www.isa-sociology.org/frontend/web/uploads/files/rc10-Reflections%20during%20the%20Pandemic.pdf>
- Démocrite, G. (Septembre 8, 2018). "Guadeloupe. Violences policières : quand les « manblo » sont pris en flagrant délit de mensonge." *Carib Creole News*. <http://www.caribcreolenews.com/index.php/focus/item/14407-guadeloupe-violences-policieres-quand-des-manblo-sont-pris-en-flagrant-delit-de-mensonge>
- Domota, E. (Avril 29, 2009). "LKP : Le mois de mai sera un mois de combat". *L'anticapitaliste*. <https://lanticapitaliste.org/index.php/actualite/international/lkp-le-mois-de-mai-sera-un-mois-de-combat-par-elie-domota> (accès le 13 janvier 2021).
- Dumont, J. (2010). *L'amère patrie. Histoire des Antilles Françaises au XXe siècle*. Paris: Librairie Arthème Fayard.
- Dyson, S. M. (2005). *Ethnicity and Screening for Sickle Cell/Thalassamia. Lessons for Practice from the Voices of Experience*. Edinburgh, London, New York : Elsevier Ltd.
- Guadeloupe La 1ère (Juin 8, 2020) "Le « non » d'Elie Domota au retour des touristes en Guadeloupe." *Guadeloupe La 1ère*. <https://lalere.francetvinfo.fr/guadeloupe/non-elie-domota-au-retour-touristes-guadeloupe-840760.html>
- Guillén, M. F. (2020). "Framing the Pandemic for students from a Sociological perspective (Economy sociology)". *ASA Footnotes*, 48(3), 21.
- Guimier, L. (2011). "The Cholera Epidemic in Haiti: A Geopolitical Approach to a Public Health Issue", *Hérodote*, 143 (4), 184-206. Doi: <https://doi.org/10.3917/her.143.0184>
- Kilbourne, E. D. (Janvier, 2006). "Influenza Pandemics of the 20th Century" *Emerg Infect Dis*. 12(1): 9-14. Doi: 10.3201/eid1201.051254.
- LaFleur, G. (s. d.) "Epidemics and Quarantine in 19th century Guadeloupe". *UWI Alumni Online*. <https://www.uwi.edu/alumnionline/epid-mies-et-quarantaines-en-guadeloupe-au-19-me-si-cle/epidemics-quarantines-19th-century>
- Lasserre, D. A. (2015). "LKP: Jamais vu, déjà vu ou reja vu ? Hétérotopologie d'une utopie régressive à caractère historique." *Études Caribéennes*, (29). Doi : 10.4000/etudescaribeennes.7238
- Lécuyer, F. (Mai 7, 2013). "Elie Domota (LKP) : 'la situation est explosive'". *7Seizh*. <http://7seizh.info/2013/05/07/guadeloupe-elie-domota-lkp-la-situation-est-explosive/>
- Le Huffpost. (Mars 8, 2020). "À Paris, une marche féministe s'achève par des heurts avec la police". *Le Huffington Post*. https://www.huffingtonpost.fr/entry/la-marche-feministe-a-paris-sest-finie-en-affrontement-avec-la-police_fr_5e64455ec5b68d61645565ef
- Le Parisien (Novembre 29, 2020). "Vidéo. Paris : le producteur Michel Zecler frappé par des policiers sous l'œil d'une caméra". *Le Parisien*. <https://www.leparisien.fr/video/video-paris-michel-frappe-par-des-policiers-sous-l-oeil-d-une-camera-26-11-2020-8410748.php>
- Martinez, S. (Mars 25, 2020). "Récit. La croisière cauchemardesque du Costa Magica dans la Caraïbe". *Ouest France*. <https://www.ouestfrance.fr/leditiondusoir/data/87027/reader/reader.html#!preferred/1/package/87027/pub/123219/page/7>

- Melyon-Reinette, S. (2009). *Haitiens à New York City. Entre Amérique Noire et Amérique Multiculturelle*. Paris: L'Harmattan, Coll. Minorités & Sociétés.
- Menzel, C. (2017). "The Impact of Outbreaks of Infectious Diseases on Political Stability: Examining the example of Ebola, Tuberculosis and Influenza". *Young Perspectives*, 2.
- Merrien, F. (2007). *L'État-providence*. Paris cedex 14, France: Presses Universitaires de France. doi:10.3917/puf.merri.2007.01
- Moussaoui, R., Succab, F., Monchoachi et Maucourant, J. (2009). *Qui ne connaît pas Monsieur Domota ?* CEE: Desnel, coll. Anamnésis.
- Pain, R. (2009). "Globalized Fear? Towards an emotional geopolitics". *Progress in Human Geography*, 33 (4), 466-486. Doi : <https://doi.org/10.1177/0309132508104994>
- Palier B. (2006) "La politique des réformes dans les États providence bismarckiens", *Revue française des affaires sociales*. Pp. 51-80. Doi: 10.3917/rfas.061.0051.
- RCI Guadeloupe. (Mars 14, 2020) "Édition spéciale Coronavirus avec Philippe Gustin." *RCI Guadeloupe*. https://www.facebook.com/watch/live/?v=192933498817680&ref=watch_permalink
- Romain, P. (Décembre 16, 2020). "Bavure policière ou simple accident? Les circonstances de la mort de Claude Jean- Pierre sont troubles". *Guadeloupe Première*. <https://la1ere.francetvinfo.fr/guadeloupe/bavure-policier-ou-simple-accident-les-circonstances-de-la-mort-de-claude-jean-pierre-sont-troubles-903760.html>
- Révolution Permanente. (Avril 5, 2020). " 'La gestion coloniale de cette pandémie saute aux yeux'. Entretien avec Élie Domota". *Révolution Permanente*. <https://www.youtube.com/watch?v=XoSqnNdsjeo>
- Manor, C. (Mars 8, 2020). "8 mars: la marche nocturne féministe violemment réprimée par la police à Paris". *Révolution Permanente*. <https://www.revolutionpermanente.fr/8-mars-la-marche-nocturne-feministe-violemment-reprimee-par-la-police-a-paris>
- Service Checknews. (Mars 8, 2020). "Que sait-on de l'intervention policière lors de la manifestation féministe nocturne à Paris ?" *Check News*. https://www.liberation.fr/checknews/2020/03/08/que-sait-on-de-l-intervention-policier-lors-de-la-manifestation-feministe-nocturne-a-paris_1780961
- Skloot, R. (2011). *La vie immortelle d'Henrietta Lacks*. Paris: Calmann-Lévy.
- Sud Ouest avec AFP. (Novembre 29, 2017). "Guadeloupe : violent incendie au CHU de Pointe-à-Pitre, 1200 personnes évacuées". *Sud Ouest*. <https://www.sudouest.fr/2017/11/29/guadeloupe-violent-incendie-au-chu-de-pointe-a-pitre-1-200-personnes-evacuees-3989870-4696.php> (consulté le 3 janvier 2021).
- Tapper, M. (1999). *In the Blood. Sickle cell anemia an the politics of race*. Philadelphia: University of Pennsylvania Press.
- Thiaudière, C. (2002). *Sociologie du sida*. Paris : La Découverte, coll. Repères.
- Vergès, F. (Mai 12, 2012). "La Traite négrière et l'Esclavage appartiennent à l'histoire de la France". *L'Humanité*. <https://www.humanite.fr/monde/francoise-verges-%C2%AB%C2%A0la-traite-negriere-et-l%E2%80%99esclavage-appartiennent-l%E2%80%99histoire-de-france%C2%A0%C2%BB-4962>
- Vergès, F. et Pot, N. (20 juillet 2009). "L'esclavage oublié, Françoise Vergès et Nicole Pot". Tribune. *Le Monde*. https://www.lemonde.fr/idees/article/2009/07/20/l-esclavage-oublie-francoise-verges-et-nicole-pot_1220769_3232.html
- Wailoo, K. (2001). *Dying in the City of Blues: Sickle cell anemia and the Politics of Race and Health*. Chapel Hill and London: The University of North Carolina Press.
- Zancarini-Fournel, M. (Décembre 10, 2018). "Le mouvement des « gilets jaunes » favorise la cohésion intergénérationnelle des milieux populaires ". *Le Monde*. https://www.lemonde.fr/idees/article/2018/12/10/michelle-zancarini-fournel-le-mouvement-des-gilets-jaunes-favorise-la-cohesion-intergenerationnelle-des-milieux-populaires_5395141_3232.html